

Reconstruire la gauche

L'urgence sociale est bien là. Les luttes sociales se développent et le « ni droite ni gauche » ne fait plus illusion.

Aujourd'hui, **la gauche est éclatée**. Mais aucune de ses composantes ne peut prétendre gagner seule. **Les communistes proposent de la reconstruire**. Les élections municipales et communales sont l'occasion de mettre en œuvre ce grand chantier.

A Lille, Lomme et Hellemmes, le PCF s'est adressé, dès juillet 2019, à l'ensemble des partis et formations de gauche **en leur proposant** pour base de discussion un **document** rassemblant des éléments de programme essentiels (transports en commun, logement social, santé, citoyenneté, économie sociale et solidaire ...).

Des rencontres ont eu lieu, des réponses nous sont parvenues, nous en attendons d'autres. Certaines approuvent notre démarche, d'autres avancent des conditions, aucune n'est négative.

Citoyens, syndicats, associations, partis de gauche : **faisons la démonstration que nous sommes capables de travailler ensemble** pour améliorer la vie quotidienne du plus grand nombre. A suivre ...



- 👁 [conférence de presse des communistes \(La Voix du Nord\)](#)
- 👁 [Dans la tête du peuple de gauche \(L'Humanité\)](#)
- 👁 Document adressé à [toute la gauche lilloise](#)

POUR EN SAVOIR PLUS

👁 Ce symbole vous invite à suivre un lien vers un document d'information de lille.pcf.fr/lomme/

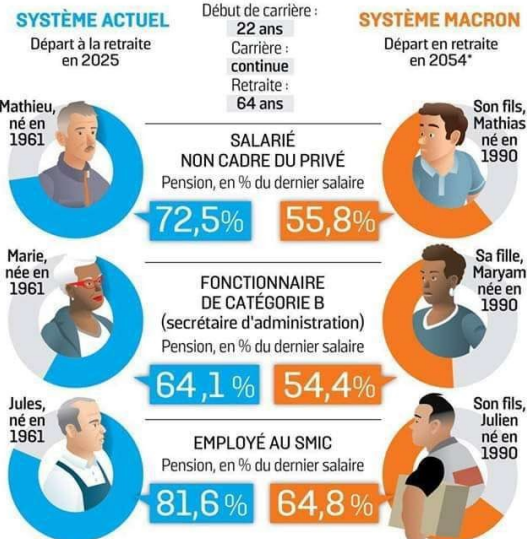
RÉFORME DES RETRAITES : VERS LA PRÉCARISATION

Pourquoi cette réforme ? **Le système actuel par répartition fonctionne** ; son déficit représente 0,14 % du PIB, ou sept jours de cotisation : c'est tout à fait supportable. A la solidarité entre les générations mise en place par Ambroise Croizat à la Libération, M. Macron veut substituer l'individualisation des retraites, avec un système de points. **Combien vaudra ce point dans vingt ans ? Nul ne le sait.** De l'aveu même des auteurs du rapport Delvoe, la valeur de 10 euros qu'il avance est purement arbitraire. Nécessairement, comme la CSG qui ne devait jamais augmenter à sa création, le point de retraite servira de variable d'ajustement. En attendant, et sur la base des

connaissances actuelles, voici le résultat des calculs d'un groupe de citoyens et d'économistes indépendants. Il est sans appel.

Les simulations du collectif Réformedesretraites.fr

Avant / après la réforme Macron



* Pour avoir la même pension que leurs parents, leurs enfants devront partir plus tard, jusqu'à 3 ans et demi pour Julien, l'employé au smic.

👁 **L'analyse de « [Mediapart](#) »**

LOMME : DÉFENDONS NOS SERVICES !

Les suppressions de postes se poursuivent dans la fonction publique, en vue de préparer de nouvelles privatisations. La qualité des services est en baisse et les conditions de travail des personnels deviennent insupportables.

Depuis le début de ce mois d'octobre, des salariés lommois et leurs syndicats sont en lutte, particulièrement dans **l'Education Nationale**, au **Trésor Public**, à **La Poste**.

Le Parti Communiste Français les soutient sans réserve. Ces services ont été fondés et modernisés avec les impôts de tous. Nous refusons qu'ils soient livrés aux profits de quelques-uns.

👁 **Ce qu'en dit [la FSU](#)**

👁 **FO [Trésor Public](#)**

👁 **CGT [La Poste](#)**

Cinq propositions pour en sortir

Fabien Roussel, député du Nord et Premier Secrétaire du PCF a formulé cinq propositions applicables immédiatement pour satisfaire les besoins les plus criants :

1. Pour les retraites, **faire cotiser tous les revenus**. Les financiers, les rentiers ont totalisé 298,8 milliards d'euros en 2018, sans devoir cotiser. Voilà un régime spécial qu'il faut supprimer. Ce serait 30 milliards d'euros dans les caisses de l'État.
2. Les revenus des 500 plus grosses fortunes de France ont augmenté de 22 % de 2017 à 2019. Nous voulons **la même augmentation pour les salaires et pensions** !
3. Il faut éradiquer le chômage et la pauvreté, en engageant une véritable politique de **réindustrialisation** de notre pays.
4. Nous voulons une **empreinte carbone nulle en 2040**. Les financements seront recherchés dans les paradis fiscaux et auprès de la Banque Centrale Européenne.
5. Il faut **revoir les traités de libre-échange** tels que Mercosur ou Ceta qui sont dangereux pour la santé, notre agriculture et la planète.

Le capitalisme a fait son temps. Justice, partage et écologie sont à l'ordre du jour.

L'hôpital public en état d'urgence

Avec plus de 250 services mobilisés, la grève des urgences est d'ampleur inégalée. Loin de calmer les esprits, la ministre Agnès Buzin propose 750 millions en trois ans après que la politique d'austérité du gouvernement a privé l'hôpital public de deux milliards en deux ans. De plus, pas d'augmentation des effectifs, pas d'ouvertures de lits, alors qu'on en a supprimé 100 000 en 20 ans.

C'est l'ensemble du système de santé qui est en crise. Les « déserts médicaux » en zone rurale se multiplient. Même en ville, il devient difficile de trouver un médecin traitant, après un déménagement par exemple.

Plus généralement, les difficultés croissantes d'accès aux soins entraînent la saturation des urgences.

Les parlementaires communistes proposent des mesures concrètes pour y remédier (voir ci-dessus).

AGNÈS BUZYN SOUHAITE QUE LES SERVICES D'URGENCE SE DOTENT D'UN LOGICIEL DE GESTION DES LITS



👁 [Agnès Buzin ment \(Liberté-Hebdo\)](#)

👁 [Signez la pétition en ligne « urgence santé » initiée par Alain BRUNEEL, député PCF du Nord](#)

UNE URGENTE NÉCESSITÉ, UNE IDÉE QUI FAIT SON CHEMIN

La gratuité des transports en commun répond à un impératif écologique et de santé publique :

- La pollution de l'air coûte chaque année près de 100 milliards d'euros à la France
- 650 000 journées d'arrêt de travail sont prescrites chaque année à cause de la pollution
- 48 000 morts par an sont causées par la pollution

Démocratiser et généraliser le recours aux transports en commun, c'est agir concrètement contre la pollution, c'est aussi engager la transition énergétique et protéger la santé de la population.



PRIVATISER LES AÉROPORTS DE PARIS ?



**Déjà 800 000 soutiens !
Et vous,
AVEZ-VOUS SIGNÉ ?**

1. Ce serait une **aberration stratégique** : ADP est la première entreprise aéroportuaire du monde. 86 % des aéroports mondiaux sont publics. Les aéroports de Paris sont la première frontière du pays avec 107 millions de passagers.

2. Ce serait un **contre-sens économique** : ADP c'est 600 millions de bénéfices (+22 % en 2017) et 132 millions de dividendes versés à l'État en 2018. C'est aussi la 2e valeur boursière publique derrière EDF. L'État va devoir indemniser les actuels actionnaires d'ADP à hauteur de 1 milliard pour pouvoir privatiser.

3. Ce serait un **danger écologique** : privatiser ADP privera l'État de marges de manœuvre en matière de régulation du transport aérien très polluant ou de développement du Grand Paris et créera de fait un lobby privé très puissant qui s'opposera à toute politique écologique.

4. Ce serait une décision **anti-démocratique** : cette concession de 70 ans au privé assortie de fortes conditions empêchera de fait tout retour dans le giron public.

👁 **Modalités pratiques de signature.**